Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA CONSTITUTION

LA POSITION DES MUNICIPALITÉS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Doug Lewis (Simcoe-Nord): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement. La semaine dernière, le ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement a déclaré à la Fédération des municipalités canadiennes qu'il ferait tout son possible pour «qu'on reconnaisse le rôle des municipalités dans la constitution». Je propose donc, appuyé par le député de Brampton-Georgetown (M. McDerimid):

Que le ministre publie un document dès que possible pour expliquer à la Chambre comment son ministère pense parvenir à faire reconnaître le rôle des municipalités dans la Constitution.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LE PREMIER MINISTRE

RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. John McDerimid (Brampton-Georgetown): Madame le Président, voici ce que disait le premier ministre, le 9 juin dernier, à la Chambre des communes, au sujet du prix de l'énergie:

Nous voudrions qu'en fin de compte, la part fédérale soit de 23 ou 25 p. 100 du produit, les provinces et le secteur privé se partageant le reste.

Ce qu'il dit aux Canadiens, c'est que le gouvernement fédéral n'accapare que 10 p. 100 du magot. Sur le prix de \$1.66 le gallon d'essence, en Ontario, le gouvernement albertain obtient 22.7c., le gouvernement ontarien 25c., le gouvernement fédéral 56c. ou 33.7 p. 100, le producteur 19.3c., le raffineur 33c. et le marchand 10c. Il est évident que les chiffres du premier ministre sont quelque peu trompeurs. En vertu de l'article 43 du Règlement, je propose, appuyé par le député de Cambridge (M. Speyer):

Que le premier ministre du Canada s'abstienne de donner de faux renseignements aux Canadiens et cesse ainsi de monter l'Est contre l'Ouest pour conserver le pouvoir et l'utiliser dans son propre intérêt.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour présenter cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Questions orales

● (1415)

RADIO-CANADA

LES CONSÉQUENCES DE LA GRÈVE POUR LES COLLECTIVITÉS SEPTENTRIONALES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Peter Ittinuar (Nunatsiaq): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente. Étant donné que la grève de NABET prive les collectivités septentrionales lointaines de toute programmation de langues anglaise, française et autochtone et qu'elle les isole presque totalement en coupant les communications avec le sud du Canada, je propose, avec l'appui du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles):

Que la Chambre ordonne à la direction de Radio-Canada d'apporter sans tarder à cette grève un règlement juste et équitable.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LES TRAVAUX PUBLICS

ON DEMANDE SI UN MANDAT PRÉCIS A ÉTÉ CONFIE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LTÉE

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Madame le Président, je désire poser une question au ministre des Travaux publics. En février dernier, le ministre annonçait la création d'une nouvelle société, savoir la Société immobilière du Canada, (Mirabel) Ltée, et son directeur général annonçait que le mandat de l'organisme était loin d'être confus. En fait, il disait: Notre mandat préliminaire consiste à préparer un mandat plus précis. Le ministre peut-il alors dire si l'éléphant blanc a enfin accouché d'un mandat précis?

[Traduction]

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Je m'excuse, madame le Président, je n'ai pas très bien saisi le nom de la société à laquelle le député a fait allusion.

[Français]

M. Clarke: Madame le Président, il s'agissait de la Société immobilière du Canada (Mirabel) Ltée.

[Traduction]

M. Cosgrove: Madame le Président, le premier rôle de la société dont la création a été annoncée l'an dernier était de revoir tout le dossier du projet de Mirabel, de voir dans quelle mesure les gouvernements fédéral et provincial ont pu imbriquer leurs activités dans cette région et, enfin, de demander au cabinet de définir le mandat de la société et aider le gouvernement à trouver des solutions à certaines revendications venant par exemple de personnes insatisfaites des règlements initiaux d'expropriation. Les localités de la région estiment avoir besoin d'un programme de relance à long terme et elles souhaiteraient voir un assouplissement des règlements concernant le droit de propriété des terres périphériques.